



Communiqué de presse
Paris, le 24 novembre 2020

LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

« L'éolien, un atout essentiel pour notre transition écologique »

Lettre ouverte co-signée par :

- **Jean-David Abel**, Vice-Président - **France Nature Environnement**
- **Amandine Albizzati**, PDG – **Enercoop**
- **Yann Arthus-Bertrand**, Président fondateur - **Fondation GoodPlanet**
- **Jean-Louis Bal**, Président - **Syndicat des énergies renouvelables**
- **Sandrine Buresi** et **Marie-Laure Lamy**, Co-présidentes - **CLER**
- **Loïg Chesnais-Girard**, Président - **Région Bretagne**
- **Hubert Dejean de la Bâtie**, Vice-président - **Région Normandie**, et Maire - **Sainte-Adresse**
- **Jean Rottner**, Président - **Région Grand Est**
- **Johann Vacandare** et **Arnaud Brunel**, Co-présidents - **Énergie Partagée**
- **Gilles Vincent**, Président - **AMORCE**
- **Nicolas Wolff**, Président - **France Energie Eolienne**

Dans une lettre ouverte envoyée ce jour au Président de la République, France Energie Eolienne et le Syndicat des énergies renouvelables, aux côtés de Présidents de région, d'élus, de représentants de collectivités, de défenseurs de l'environnement et de militants associatifs* réaffirment le rôle essentiel que joue l'éolien dans la transition énergétique de notre pays, et appellent à réinstaurer un débat objectif et apaisé dans un contexte marqué aujourd'hui par des actions de désinformation et d'instrumentalisation de l'opinion.

Le sujet des énergies renouvelables et en particulier de l'éolien, est de plus en plus pris en otage par des débats stériles, animés par des organisations opposées à la transition énergétique et par des acteurs politiques qui manipulent l'opinion en agitant des peurs factices. En favorisant la production et la diffusion de fausses informations, ces organisations et personnalités cherchent à opposer les Français les uns aux autres.

Alors que le débat public est aujourd'hui profondément altéré par ces procédés de désinformation, cette interpellation directe du Président de la République par une grande diversité d'acteurs montre que la réalité de terrain est tout autre : l'éolien est avant tout un projet de territoire qui se construit et se vit dans l'adhésion locale, qui participe à la redynamisation de nos territoires ruraux ainsi qu'à la création d'emplois locaux, dont les retombées économiques permettent souvent de maintenir ou de créer des services publics indispensables, et ce au bénéfice de tous.

Pour Nicolas Wolff, Président de France Energie Eolienne : « La transition énergétique est un sujet sérieux et stratégique pour notre pays. Il ne peut pas se dérouler dans un tel climat de défiance, voire d'outrance, où la désinformation et certains agendas politiques empêchent toute rationalité. La transition écologique doit se faire dans la concorde et le débat, et c'est bien pour restaurer la sérénité et l'objectivité des échanges que nous interpellons aujourd'hui le Président de la République. Les Français méritent mieux pour se forger leur opinion ».

Pour Jean-Louis Bal, Président du Syndicat des énergies renouvelables : « Les Français, dans leur très grande majorité, veulent accélérer la transition énergétique et soutiennent pleinement les énergies renouvelables et l'éolien. Il est temps de les entendre et de rétablir un dialogue à la hauteur de cette attente entre tous les acteurs – publics, industriels, associatifs – soucieux de l'intérêt général pour que notre pays mobilise tous les atouts à sa disposition, et l'éolien en est un majeur, face au défi climatique ».

Le débat est profondément ancré dans la culture de notre pays, mais pour être fructueux, il doit être empreint de bonne foi, de raison, de mesure et de respect. C'est pourquoi aujourd'hui, nous demandons au Président de la République, garant de cet esprit démocratique, de mettre fin à la logique du fantasme et de l'invective, pour qu'un dialogue argumenté, dépassionné et rationnel soit restauré. Tel est chemin qui nous permettra de mener la transition énergétique de la France dans la cohérence, et d'en tirer tous les bénéfices.

Vous trouverez à suivre la lettre ouverte.

A propos de France Energie Eolienne :

Créée en 1996, France Energie Eolienne est le porte-parole des professionnels éoliens français. Les 330 membres de FEE ont construit plus de 90% des turbines installées sur le territoire français et en exploitent plus de 85%.

FEE consolide les problématiques et expériences vécues au quotidien par ses différents membres et s'appuie sur leurs expertises pour formuler des prises de position claires et précises au nom de la filière. Elle sert d'interlocuteur des pouvoirs publics, des élus, de la presse et de la société civile et répond à leurs demandes et sollicitations.

FEE informe également les professionnels sur l'évolution des politiques publiques liées à l'éolien. Enfin, FEE fédère ses membres et les met en relations entre eux.

A propos du Syndicat des énergies renouvelables :

Le Syndicat des énergies renouvelables SER regroupe 400 adhérents, représentant un secteur générant plus de 150 000 emplois. Elle est l'organisation professionnelle qui rassemble les industriels de l'ensemble des filières énergies renouvelables : bois-énergie, biocarburants, éolien, énergies marines, gaz renouvelables, géothermie et pompes à chaleur, hydroélectricité, solaire et valorisation énergétique des déchets. Le SER a pour mission de défendre les droits et les intérêts de ses membres et de resserrer les liens qui les unissent, notamment pour développer la filière industrielle des énergies renouvelables en France et promouvoir la création d'emplois et de valeur ajoutée sur le territoire national.

Contact presse :

France Energie Eolienne
Nina Tanguy – Agence Hopscotch
01 41 34 22 03
ntanguy@hopscotch.fr

Syndicat des énergies renouvelables
Gilles Corman
01 48 78 70 89
gilles.corman@enr.fr

Mattias Vandenbulcke
01 42 60 07 41
mattias.vandenbulcke@fee.asso.fr

Lettre ouverte à Emmanuel Macron

« Monsieur le Président, l'éolien est un atout essentiel pour notre transition écologique »

Monsieur le Président de la République,

Nous, citoyen.ne.s, élu.e.s de terrain, défenseurs de l'environnement, militant.e.s associatifs, syndicats et acteurs du monde économique, vous écrivons aujourd'hui pour réaffirmer notre volonté commune de poursuivre et d'accélérer la transition énergétique, seul catalyseur permettant de concilier les impératifs de lutte contre le changement climatique et de relance économique et sociale. Il est clair aujourd'hui qu'une large majorité de Français.es soutient cette transition, et leurs attentes sont immenses, comme en témoignent la convention citoyenne sur le climat et les derniers rendez-vous électoraux.

Les énergies renouvelables, et l'éolien en particulier, sont un pilier essentiel de cette transition énergétique, en ce qu'elles permettent la lutte contre le réchauffement climatique et le renforcement de l'indépendance énergétique de notre pays, l'implication de nos territoires et des citoyens, la mutation des transports et de notre façon de consommer notre électricité.

L'énergie éolienne est inépuisable, propre, sûre et largement compétitive comparée aux moyens de production conventionnels. Elle incarne la transition énergétique et fait partie intégrante d'un avenir plus efficace, plus sobre et plus résilient.

Pour un débat démocratique apaisé et objectif

Toute transition, toute évolution, tout changement génère interrogations et parfois même critiques ; c'est le cœur même de notre État de droit et de notre démocratie. Pourtant, et vous l'avez inévitablement constaté, en matière d'éolien, certaines organisations ont abandonné la critique constructive au profit de la désinformation, de la rumeur anxigène ou encore de la manipulation de l'opinion publique.

Les attaques contre l'éolien sont aujourd'hui bâties autour de propos inexacts, non vérifiés et parfois délibérément mensongers, les arguments sont ensuite relayés sans retenue, discréditant le travail de nombreuses associations de terrain, de collectivités, de travailleurs.euses et de citoyen.n.es.

Nous ne pouvons pas accepter que le débat soit ainsi caricaturé. Les Français.es méritent mieux. Car à travers ce travail de désinformation contre l'éolien, énergie renouvelable la plus visible de cette transition, c'est finalement toute la transition énergétique de notre pays qui est mise en cause.

Evitons d'opposer les Français entre eux

Cette absence de débat objectif sur l'éolien en France a par ailleurs pour première conséquence de nourrir de nouvelles oppositions factices parmi les Français.es : les territoires ruraux contre les villes ; le nord du pays contre le sud ; les pro-nucléaires contre les pro-renouvelables ; les entreprises contre les territoires ; l'Etat contre les Français.es.

Le discrédit des savoir-faire industriels, de la valeur ajoutée environnementale et de la pertinence économique de l'éolien laisse parfois même place à l'intimidation, à la menace et à l'insulte. Face à ces dérives inquiétantes, il est impératif de remettre vérité, objectivité et sincérité au centre du débat. Car si nos convictions et notre détermination restent entières, il est de notre responsabilité collective de rendre concrète une transition énergétique exemplaire, votée au Parlement et plébiscitée par les Français.es.

Portons ensemble la transition énergétique

L'éolien en France se développe depuis près de 20 ans, animé par un grand esprit de responsabilité. C'est d'ailleurs cet esprit de responsabilité qui nous a amenés à solliciter auprès du Ministère de la Transition Écologique la mise en place d'une vaste réflexion sur l'amélioration de la répartition des projets éoliens sur notre territoire. Dans notre pays, c'est un fait : certaines zones sont déjà équipées, et d'autres moins. Cette répartition ne s'explique pas que par les régimes de vent, elle est aussi largement due à l'existence de contraintes et enjeux que les porteurs de projets éoliens doivent faire coexister et qui empêchent parfois toute implantation. C'est pourquoi nous devons travailler conjointement avec les services de l'Etat à rééquilibrer ce développement là où l'éolien est peu présent.

L'éolien est avant tout un projet de territoire qui se construit et se vit dans l'adhésion locale, qui participe à la redynamisation de nos territoires ruraux ainsi qu'à la création d'emplois locaux, dont les retombées économiques permettent souvent de maintenir ou de créer des services publics indispensables, et ce au bénéfice de tou.te.s.

Nous sommes fier.e.s, d'œuvrer chaque jour sur le terrain à une transition qui nous concerne tou.te.s, bénéficie à chacun.e, et que l'ensemble de la communauté scientifique mondiale considère comme l'un des leviers majeurs de la lutte contre le réchauffement climatique.

Monsieur le Président, nous savons que vous avez à cœur le dialogue avec les citoyen.ne.s, les élu.e.s de territoire, le monde économique, les partenaires sociaux et les militant.e.s associatifs. Nous formons le vœu de pouvoir vous rencontrer pour faire en sorte que notre pays avance maintenant et dans la concorde, sur le chemin de la relance économique et sociale comme de la transition écologique, et se projette résolument vers l'avenir.

À l'initiative de :

- Jean-David Abel, Vice-Président - **France Nature Environnement**
- Amandine Albizzati, PDG – **Enercoop**
- Yann Arthus-Bertrand, Président fondateur - **Fondation GoodPlanet**
- Jean-Louis Bal, Président - **Syndicat des Energies Renouvelables**
- Sandrine Buresi et Marie-Laure Lamy, Co-présidentes - **CLER**
- Loïg Chesnais-Girard, Président - **Région Bretagne**
- Hubert Dejean de la Bâtie, Vice-président - **Région Normandie**, et Maire - Sainte-Adresse
- Jean Rottner, Président - **Région Grand Est**
- Johann Vacandare et Arnaud Brunel, Co-présidents - **Énergie Partagée**
- Gilles Vincent, Président – **AMORCE**
- Nicolas Wolff, Président - **France Energie Eolienne**